



**HAL**  
open science

## **Du rayonnement à la coopération : redéfinir l'approche diplomatique française en Asie du Sud-Est, 1972-1976**

Cathy Monarque

### ► To cite this version:

Cathy Monarque. Du rayonnement à la coopération : redéfinir l'approche diplomatique française en Asie du Sud-Est, 1972-1976. *La Francophonie en Asie-Pacifique*, 2024, Colonisation et décolonisation dans l'espace francophone en Asie-Pacifique: nouvelles recherches et perspectives, 8. <hal-05100741v2>

**HAL Id: hal-05100741**

**<https://hal.science/hal-05100741v2>**

Submitted on 25 Mar 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

**REVUE LA FRANCOPHONIE EN ASIE-PACIFIQUE (FAP) - NUMERO 8 / ÉTÉ 2024**  
**COLONISATION ET DECOLONISATION DANS L'ESPACE FRANCOPHONE EN**  
**ASIE-PACIFIQUE : NOUVELLES RECHERCHES ET PERSPECTIVES**  
**DOSSIER SOUS LA DIRECTION DU PR. PIERRE JOURNOUD**

**DU RAYONNEMENT A LA COOPERATION : REDEFINIR L'APPROCHE**  
**DIPLOMATIQUE FRANÇAISE EN ASIE DU SUD-EST (1972-1976)**

CATHY MONARQUE<sup>1</sup>, DOCTORANTE EN HISTOIRE CONTEMPORAINE  
CRISES, UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3

**INTRODUCTION**

Les conclusions de la première conférence des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est organisée à Jakarta, en mars 1972, interrogent la pertinence de défendre un « îlot francophone indochinois »<sup>2</sup> face aux enjeux économiques et politiques régionaux. Pour les États nouvellement indépendants qui essaient « de renouer le fil de leur histoire ancienne et de trouver leur place dans le monde moderne »<sup>3</sup>, la perspective coopérative représente une voie de coexistence et de traduction d'ambitions diplomatiques sur une scène régionale et internationale en recomposition. Cette affirmation de souveraineté s'articule dans un cadre décolonial<sup>4</sup> façonné par l'idée d'une continuité dans le temps des conséquences de la colonisation dans les relations bilatérales. Selon les Pr. Robert Frank et Jean-Claude Allain, la « grande puissance » d'un État réside en sa capacité à faire prévaloir de manière durable et plurielle sa volonté, ses conceptions et ses intérêts auprès des autres afin de se voir assurer un niveau élevé d'indépendance sur la scène internationale dans un système d'interdépendances croissantes<sup>5</sup>.

De même que les influences politiques et sociales réciproques<sup>6</sup> alimentent les interactions colonisés-colonisateurs<sup>7</sup>, l'émancipation d'un État dans divers domaines participe à l'effacement progressif de la hiérarchisation des puissances. Cette problématique permet d'interroger la perméabilité des enjeux culturels aux stratégies politique, économique et diplomatique. Véritable défi de la décolonisation pour les jeunes États indépendants qui doivent

---

<sup>1</sup> Coordonnées de l'auteur : [cathy.monarque@univ-montp3.fr](mailto:cathy.monarque@univ-montp3.fr)

<sup>2</sup> Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (AMEAE)-La Courneuve, Direction Asie-Océanie (DAO), Cambodge, Laos, Vietnam (CLV) – Généralités, 1945-1978, carton 21, Note n°533 le 5 octobre 1972.

<sup>3</sup> FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai, Mémoires 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998, p. 324.

<sup>4</sup> COOPER, Frederick, « Histoire, politique et situation coloniale », *Politique africaine*, vol. 161-162, n°1-2, 2021, p. 363-381 ; *id.*, *Le colonialisme en question, Théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010.

<sup>5</sup> ALLAIN, Jean-Claude et FRANK, Robert, « Chapitre 6. La hiérarchie des puissances », *in* FRANK, Robert, dir., *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 220-240.

<sup>6</sup> STOLER, Ann Laura et COOPER, Frederick, *Repenser le colonialisme*, Paris, Payot, 2013, p. 7-8.

<sup>7</sup> MICHEL, Marc, « Colonisation, décolonisation et "système-monde" » *in* FRANK, Robert, dir., *op. cit.*, p. 231-254.

composer avec la gestion de l'héritage colonial économique et culturel légué par l'ancienne puissance coloniale<sup>8</sup>, la culture ne semble donc pas dissociable de ces enjeux et les déclinaisons du levier culturel traduisent des priorités diplomatiques autant qu'elles témoignent d'intérêts et d'ambitions politiques. Si la France fait preuve d'une utilisation anticipée de sa culture comme instrument de politique extérieure<sup>9</sup>, un basculement s'opère dans la décennie 1970 visant à mieux insérer son outil culturel dans une nouvelle dimension plus attentive aux principes de réciprocité et d'interactivité<sup>10</sup>, tels que mentionnés par le rapport Rigaud sur les *Relations culturelles extérieures* de 1979<sup>11</sup>. L'effacement stratégique de l'Indochine comme théâtre du jeu des puissances et des alliances interétatiques modifie l'approche diplomatique de plusieurs États, dont celle de la France qui se penche progressivement sur la redéfinition des modalités de son intervention extérieure. Le désengagement progressif des États-Unis dans la péninsule indochinoise lui ouvre des perspectives : à la suite de la conférence de Paris, elle y réactive son investissement diplomatique. Au cœur du processus amorcé de construction régionale de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)<sup>12</sup>, la mise en place progressive de plusieurs instances multilatérales permet de démultiplier les espaces d'échanges et d'accroître les opportunités interactives. Plusieurs cercles de portée coopérative s'articulent ainsi, à l'instar du plan Colombo<sup>13</sup> ou de la Communauté économique européenne qui devient en 1973 le cadre

---

<sup>8</sup> JOURNOUD, Pierre, « Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix », thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Robert Frank, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007, p. 327-328.

<sup>9</sup> FRANK, Robert, « La Machine Diplomatique Culturelle Française après 1945 », *Relations Internationales*, n°115, 2003, p. 325-348 ; DULPHY, Anne, FRANK, Robert, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne et ORY, Pascal, dir., *Les relations culturelles internationales au XX<sup>e</sup> siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010, p. 27-30.

<sup>10</sup> FRANK, Robert, « Chapitre 16. Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles », in FRANK, Robert, dir., *op. cit.*, p. 371-386. ; *id.*, « Chapitre 19. Culture et relations internationales : transferts culturels et circulation internationale », in FRANK, Robert, dir., *op. cit.*, p. 437-451 ; COLLECTIF, *Entre rayonnement et réciprocité : contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

<sup>11</sup> Jacques Rigaud, conseiller d'État et ancien directeur du cabinet de Jacques Duhamel au ministère de la Culture, dans un rapport sur les relations culturelles extérieures, suggère d'abandonner la « relation condescendante » de la France avec le reste du monde, et de privilégier l'échange et le dialogue. Il y affirme notamment le rôle central de la culture dans les relations internationales et il insiste sur l'interdépendance des cultures fondées sur la réciprocité et la multipolarité. RIGAUD, Jacques, *Les Relations culturelles extérieures*, Paris, La Documentation française, 1979. Sur l'histoire des relations culturelles, se référer à : CHAUBET, François et MARTIN, Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Malakoff, Armand Colin, 2011 ; CHAUBET, François, FAUCHER, Charlotte, MARTIN, Laurent et PEYRE, Nicolas, dir., *Histoire(s) de la diplomatie culturelle française*, Toulouse, Éditions de l'Attribut, 2024.

<sup>12</sup> DUPONT, Olivier, « ASEAN : à la poursuite d'un régionalisme de type réaliste ? », in SANTANDER Sebastian, dir., *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2016, p. 51-64.

<sup>13</sup> Sur l'histoire du Plan Colombo : OAKMAN, Daniel, *Facing Asia: A History of the Colombo Plan*, Canberra, Australian National University Press, 2010 ; AKITA, Shigeru, KROZEWSKI, Gerold, WATANABE, Shoichi, éd., *The Transformation of the International Order of Asia: Decolonization, The Cold War, and the Colombo Plan*, London et New York, Routledge, 2015, 256 p.

principal de l'aide française en Asie du Sud-Est<sup>14</sup>. Dans un contexte où les aires d'influence s'entremêlent, la France entend ainsi articuler en partie son action extérieure autour d'un levier coopératif et culturel jusqu'alors centré sur une perspective de rayonnement, davantage unilatérale qu'attentive aux besoins et attentes extérieures. Pour impulser un renouvellement de l'approche diplomatique, la coopération culturelle, scientifique et technique représente tout autant un enjeu stratégique qu'une ambition diplomatique dont l'envergure entend dépasser, au début de la décennie 1970, l'« îlot francophone indochinois »<sup>15</sup>.

Pour cela et face aux bouleversements qui ont lieu régionalement, le projet d'une conférence des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est se concrétise au printemps 1972 avec pour premier hôte la capitale indonésienne. Les échanges favorisés par cette première réunion et celle qui va suivre, en 1976, permettent d'interroger la volonté d'ouvrir une discussion autant technique que diplomatique sur les modalités de l'investissement français, sur la pertinence du maintien de distinctions de traitement entre les différents espaces et sur les objectifs à suivre. Du choix de Jakarta aux questions formulées dans les questionnaires techniques, ce sont autant d'éléments qui donnent des indices sur la révision de la politique asiatique française traditionnelle<sup>16</sup>. Ainsi, au regard des différentes reconfigurations politique, économique et culturelle, dans quelle mesure un basculement est-il perceptible sur le plan coopératif et culturel, qu'il soit sectoriel ou géographique, entre 1972 et 1976 ? Quelle(s) place(s) les discussions réservent-elles à la péninsule indochinoise ? Le rapport culturel permet-il d'envisager un renouvellement de l'approche diplomatique ou bien traduit-il une continuité dans l'appréhension des perspectives de coopération ?<sup>17</sup>

---

<sup>14</sup> JOURNOUD, Pierre, « À l'ombre du Général : l'Asie orientale dans les relations entre Pompidou et les États-Unis », in BUSSIERE, Éric, DUBASQUE, François, FRANK, Robert et VAICBOURDT, Nicolas, dir., *Georges Pompidou et les États-Unis, une « relation spéciale », 1969-1974*, Bruxelles, Peter Lang, 2013, p. 103 ; GHAZARIAN, Maxime, « L'évolution des relations entre l'Europe communautaire et le Viêt Nam, 1973-1996 », thèse de doctorat en histoire contemporaine [en cours], sous la dir. du Pr. Pierre Journoud, Université Paul-Valéry Montpellier 3 ; BOIS, Ombeline et GHAZARIAN, Maxime, « L'enjeu humanitaire au cœur de la Guerre froide. La France, l'Europe et les migrations d'Asie du Sud-Est », *Revue d'histoire diplomatique*, à paraître.

<sup>15</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, CLV – Généralités, 1945-1978, carton 24, Note n°2 de la Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques sur les recommandations de la conférence de Jakarta, le 7 avril 1972 à Paris.

<sup>16</sup> FUJISAKU, Kenichi, « La politique asiatique de la France après de Gaulle (1969-1972) : une approche multilatérale en rupture avec la politique de grande puissance », *Relations internationales*, vol. 134, n°2, 2008, p. 83-92.

<sup>17</sup> MONARQUE, Cathy, « La coopération culturelle comme axe de redéfinition des relations diplomatiques de la France avec le Laos, le Cambodge et le Vietnam de 1975 à 1997 », thèse de doctorat en histoire contemporaine [en cours], sous la dir. de Pierre Journoud, Université Paul-Valéry Montpellier 3.

## I. RECOMPOSITION DIPLOMATIQUE ET ADAPTATION DE L'APPROCHE COOPERATIVE

Si elle s'inscrit dans le domaine de l'action culturelle extérieure, la coopération culturelle s'en distingue par une mise en dialogue dans laquelle la démarche promotionnelle, qui caractérise classiquement la diplomatie culturelle française, tend à être mise à distance. Qu'elle repose sur une direction ministérielle ou sur un organisme autonome, elle est portée par un réseau de conseillers et d'attachés culturels issus de divers milieux. Cette dimension intrinsèquement internationale participe à l'extension des champs d'action de la diplomatie culturelle française. Après une évolution de la direction générale des affaires culturelles en faveur de la création d'un service de coopération technique internationale en 1956, l'appareil diplomatique français entérine en 1969 une combinaison aussi complémentaire que diversifiée de leviers culturel, technique et scientifique<sup>18</sup>. Ainsi, l'élaboration de la politique française de coopération ne fait pas seulement écho aux enjeux internationaux mais tire son essence de leurs interactions. Expression d'une gestion nouvelle des relations bilatérales de l'État entrant dans la mondialisation des années 1960, la coopération permet une transition vers d'autres formes d'expression de souveraineté<sup>19</sup>. Parmi les ruptures et continuités qui impriment la coopération culturelle française, des années 1960 aux années 1970, l'affirmation du concept de « droits culturels » à l'échelle onusienne élève l'enjeu culturel au niveau international et multilatéral. Formulée initialement dans le cadre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, voté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en assemblée générale le 16 décembre 1966, cette nouvelle notion est déclinée en trois articles qui donnent une place essentielle au domaine éducatif<sup>20</sup>. S'inscrivant dans la continuité de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale votée par l'ONU pour l'éducation, la science et la culture le 4 novembre 1966, l'usage de ce concept de « droits culturels » et son internationalisation en contexte postcolonial illustre la (ré)affirmation du rôle stratégique de la culture sur l'échiquier mondial<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> BADEL, Laurence, *Diplomaties européennes, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p.197-222.

<sup>19</sup> *Id.*, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2010, p. 333.

<sup>20</sup> ORY, Pascal, « "Droits culturels" : préhistoire et genèse d'une notion d'actualité », in BLONDEAU, Catherine, DE LEGGE, Agathe, et KNEUBUHLER, Michel, dir., *Du partage des chefs-d'œuvre à la garantie des droits culturels : ruptures et continuité dans la politique culturelle française. Colloque, Paris, Auditorium du Louvre (19 et 20 décembre 2019)*, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Vénissieux (Rhône), éd. La passe du vent, 2020, p. 25-40.

<sup>21</sup> MAUREL, Chloé, « L'Unesco : une plate-forme pour les circulations transnationales de savoirs et d'idées (1945-1980) », *Histoire@Politique*, vol. 15, n°3, 2011, p. 42-59.

Sur le plan institutionnel français, l'achèvement de la décolonisation implique une réorganisation de l'appareil diplomatique. La nécessité d'ouvrir des relations diplomatiques avec les pays officiellement indépendants depuis une vingtaine d'années donne à la direction d'Asie-Océanie un surcroît de responsabilité : après la réunification du Viêt Nam en 1975, la section Cambodge-Laos-Viêt Nam (CLV) – créée en son sein pour gérer la transition vers l'indépendance des ex-États associés puis le processus de paix de Paris – est dissoute en 1978 et les trois pays sont rattachés directement à la sous-direction de l'Asie du Sud-Est<sup>22</sup>. Une attention grandissante est ainsi portée aux relations commerciales et culturelles, dans un souci d'accompagner la montée en puissance des « dragons asiatiques » ainsi que le développement des relations avec des organisations de coopération régionales comme l'ASEAN, elle-même fondée sur une communauté socio-culturelle (ASCC)<sup>23</sup>. Ainsi, l'ensemble de ces évolutions administratives se traduisent dans un espace sud-est asiatique où la France entend structurer une active politique de coopération et d'action extérieure. Dans ce contexte, Henri Froment-Meurice, directeur d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay, suggère que Jean de Lipkowski mette à profit son déplacement en Malaisie pour se rendre en Indonésie, en mars 1972, et saisir par la même occasion l'opportunité d'y concrétiser le projet de réunion des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est<sup>24</sup>. L'adoption de la Déclaration de Kuala Lumpur, le 27 novembre 1971, sur l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité par les ministres des Affaires étrangères des pays de l'ASEAN constitue à ce titre un facteur décisif permettant de concrétiser, pour l'année 1972, le projet d'une réunion des chefs de poste à Jakarta<sup>25</sup>.

L'importance croissante conférée à cet espace pour ses ressources naturelles<sup>26</sup>, sa valeur stratégique et les luttes d'influence des grandes puissances qui s'y jouent conduit ainsi la direction Asie-Océanie du ministère français des Affaires étrangères, dans une perspective de révision des principes de sa politique asiatique traditionnelle<sup>27</sup>, à organiser les 8, 9 et 10 mars 1972 une conférence des chefs de poste de la région à Jakarta. C'est la première conférence de ce type organisée depuis septembre 1954 où une réunion des représentants diplomatiques français dans le Sud-est asiatique s'était tenue à Bangkok sous la présidence de Jean Chauvel,

---

<sup>22</sup> VAÏSSE, Maurice, dir., *Diplomatie Française. Outils et acteurs depuis 1980*, Paris, Odile Jacob, 2018.

<sup>23</sup> BOISSEAU DU ROCHER, Sophie et NICOLAS, Françoise, « L'ASEAN : défis relevés, défis à venir », *Politique étrangère*, n°2, 2017, p. 10-14.

<sup>24</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Indonésie 1968-1972, carton 191, Note n°284/AS du 18 novembre 1971 de Henri Froment-Meurice, directeur d'Asie-Océanie, pour le cabinet du ministre.

<sup>25</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Indonésie 1968-1972, carton 191, TD n°228/AS du 11 décembre 1971 de Hervé Alphan, secrétaire général du Quai d'Orsay pour l'ambassade de France en Indonésie.

<sup>26</sup> GROSSER, Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie, une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 472.

<sup>27</sup> FUJISAKU, Kenichi, art. cit., p. 83-92.

à la suite de la conférence de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) à Manille<sup>28</sup>. Sous la présidence du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Jean de Lipkowski<sup>29</sup>, les chefs de mission se réunissent ainsi, en mars 1972, en vue de dessiner une vision d'ensemble de la région et de définir les principes essentiels de l'action future de la France dans cet espace<sup>30</sup>. Douze chefs de poste sont conviés : le délégué général à Hà Nội, le consul général à Saigon, les ambassadeurs au Laos et au Cambodge, les ambassadeurs en Birmanie, Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie et Philippines, ainsi que les ambassadeurs en Australie et Nouvelle-Zélande. Les ambassades à Pékin et Tokyo sont par ailleurs représentées par un observateur, témoignant de la redistribution des cartes en Asie et de l'évolution des stratégies de la zone<sup>31</sup>.

À l'instar de la Conférence de Bangkok qui répondait à un besoin de concertation diplomatique après les Accords de Genève et la Conférence de Manille, cette nouvelle initiative propose un temps de réflexion face aux reconfigurations de la scène diplomatique marquées par la redéfinition de la relation euro-asiatique<sup>32</sup> inscrite dans la Détente inaugurée par la visite officielle, en février 1972, de Richard Nixon en République Populaire de Chine<sup>33</sup>. Par ailleurs, depuis mars 1969 et la nomination de l'ambassadeur Henri Froment-Meurice au poste de directeur d'Asie-Océanie, un certain nombre de changements et d'inflexion ont lieu. L'adhésion à la Banque asiatique de développement en 1970, l'appui au mouvement en faveur du regroupement régional dans le Sud-Est asiatique en 1971 ou encore l'entremise de normalisation des rapports sino-japonais entre 1971 et 1972, témoignent d'une nouvelle orientation du regard de la diplomatie française en Asie. Cette rencontre permet d'appréhender une vision d'ensemble de la région par un état des lieux des besoins et attentes – culturels, économiques et militaires – des différents pays en définissant ainsi les intérêts, les positions et les possibilités de la France dans cet espace de façon à orienter son action future<sup>34</sup>.

---

<sup>28</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Documents diplomatiques français (DDF), année 1954, tome 2, projet de compte-rendu du 2 octobre 1954 sur la réunion des représentants français dans le Sud-est asiatique tenue par M. Chauvel à Bangkok les 10-11 septembre précédents, document n°240, p. 498.

<sup>29</sup> Jean de Lipkowski est secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères de juillet 1968 à mai 1974.

<sup>30</sup> AMAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973 – juin 1980, carton 1827, Note n°113/AS le 22 août 1975 à Paris par Henry Bolle, ambassadeur de France en Malaisie.

<sup>31</sup> GROSSER, Pierre, *op. cit.*, p. 435-480.

<sup>32</sup> BADEL, Laurence, « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques. Une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », in SANTANDER, Sebastian, dir., *op. cit.*, p. 313-328.

<sup>33</sup> *Id.*, « Regards français sur la genèse d'un dialogue interrégional, l'ASEM (Asia Europe Meeting) », *Relations internationales*, vol. 168, n°4, 2016, p. 59-76.

<sup>34</sup> FUJISAKU, Kenichi, « La diplomatie asiatique de la France après de Gaulle (1969-1976) : l'imbrication entre une « puissance d'influence » privée de moyens d'action et une diplomatie asiatique européenne sans ambition commune », mémoire de master en Histoire contemporaine des relations internationales et des mondes étrangers, sous la direction de Robert Frank et Hugues Tertrais, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2006, p. 36-37.

Se distinguant de la réunion de 1954 par un renforcement du raisonnement coopératif, l'idée d'une nouvelle conférence est envisagée par Henri Froment-Meurice dès son entrée en fonction à la tête de l'Asie-Océanie au Quai d'Orsay. Pour soutenir la mise en œuvre de cette initiative, il s'appuie sur le succès de la conférence régionale de Beyrouth, capitale libanaise francophone, à l'automne 1971 qui pourrait, selon lui, justifier l'organisation d'une réunion semblable pour l'Asie du Sud-Est à Jakarta<sup>35</sup>. Bien que ses mémoires laissent à penser qu'il est précurseur dans ce projet, le délégué général de France à Hà Nội Albert Chambon s'interroge dès mai 1960, au regard de la réussite des conférences d'Amérique centrale et d'Amérique latine, sur l'intérêt pour tous les représentants de la France en Asie d'organiser une conférence semblable sous l'autorité de la direction concernée. Si le choix de Jakarta résulte de la difficulté d'organiser une réunion au Cambodge, au Laos ou au Viêt Nam sans envoyer de signal politique ou diplomatique<sup>36</sup>, il témoigne de la reconnaissance de l'importance croissante, politique et économique, de l'Indonésie sur la scène régionale et internationale<sup>37</sup>. En effet, si cette dernière s'insère dans une tradition diplomatique d'indépendance et de non-engagement incarnée par une « politique étrangère de profil bas et de rapprochement avec l'Ouest »<sup>38</sup>, elle affirme à plusieurs reprises son envergure régionale, telle qu'en témoigne la conférence des ministres des Affaires étrangères qui se tient à Jakarta en mai 1970, dont elle a eu l'initiative<sup>39</sup>. De fait, le choix de la capitale indonésienne comme hôte de la conférence des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est résonne pleinement avec les efforts déployés par la France pour se rapprocher de l'ASEAN fondée en 1967 par les pays indépendants de la région, dont l'Indonésie. D'autre part, la crainte d'Henri Froment-Meurice, empreint de ses expériences dans plusieurs

---

<sup>35</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Indonésie 1968-1972, carton 191, Note n°284/AS du 18 novembre 1971 de Henri Froment-Meurice, directeur d'Asie-Océanie, pour le cabinet du ministre.

<sup>36</sup> La seule capitale envisagée dans la péninsule indochinoise est Vientiane, au Laos. Cependant, en raison du degré d'internationalisation de la guerre civile et de son enchevêtrement dans la guerre du Viêt Nam, ce choix est écarté par les responsables diplomatiques français qui ne souhaitent pas qu'il soit interprété comme une « provocation » par les États-Unis qui mènent, au Laos, des offensives pour couper les liens entre le Nord et le Sud du Viêt Nam par la « piste Hồ Chi Minh ». De plus, juridiquement, la neutralité du royaume est garantie par les Accords de Genève de 1962 à l'issue d'une crise et guerre civile opposant les forces proaméricaines, neutralistes et communistes. Sur le Laos dans la guerre froide, voir : BANOMYONG, Ruth, et PHOLSENA, Vatthana, *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2004 ; GROSSER, Pierre, *op. cit.*, p. 435-480 ; CESARI, Laurent, *Les grandes puissances et le Laos, 1954-1965*, Arras, Artois Presses Université, 2007 ; TERTRAIS, Hugues, « Derrière la chute de Saïgon, une nouvelle région. Approches françaises de la scène indochinoise, 1972-1982 », mémoire pour le dossier de candidature à l'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007.

<sup>37</sup> MEAE, DDF, année 1972, tome 1, note du 4 avril 1972 de Henri Froment Meurice sur la Conférence des chefs de poste dans le Sud-est asiatique, le 8, 9 et 10 mars 1972, document n°168, p. 475.

<sup>38</sup> ALLÈS, Delphine, « Indonésie : le non-alignement à l'épreuve de la concurrence sino-américaine », *Politique étrangère*, n°4, 2013, p. 175-185.

<sup>39</sup> MEAE, DDF, année 1970, tome 1, TD n°149 à 160 du 18 mai 1970, de Pierre Gorce, ambassadeur de France en Indonésie, à Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, document n°259, p. 659-662.

pays asiatiques, de voir l'ensemble de l'Asie du Sud-Est passer sous le régime communiste<sup>40</sup> et incarnée dans la déclaration du 1<sup>er</sup> avril 1970, semble justifier en partie le choix indonésien<sup>41</sup>. Si ce choix permet de décentrer les travaux de la conférence en prenant du recul sur la péninsule indochinoise, qui concentre en 1972 9/10<sup>e</sup> des moyens attribués dans le domaine coopératif, le « poids spécifique exceptionnel » de l'Indonésie représente, pour la France, une opportunité d'insertion diplomatique dans cet espace<sup>42</sup>. La réunion est l'occasion d'enrichir la réflexion globale, notamment à partir du travail préparatoire effectué par la direction Asie-Océanie et les postes diplomatiques.

En amont de la rencontre, des études sont menées sur les perspectives d'évolution de la coopération régionale et, de manière plus globale, sur l'avenir de l'Asie du Sud-Est sur la scène internationale. Les ambassades préparent des analyses approfondies et détaillées sur les positions économiques et culturelles de la France dans leurs pays d'accréditation au regard de ses principaux concurrents. Au terme des échanges, un constat important finit par se dégager : l'Asie du Sud-Est n'est pas seulement une expression géographique mais bien un espace qu'il est possible de découper en plusieurs sous-ensemble selon des particularités politiques, économiques et sociales propres aux pays d'ex-Indochine, aux pays de l'ASEAN et enfin à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Si les conclusions de cette première conférence laissent entrevoir un questionnement sur la pertinence de défendre un « îlot francophone indochinois »<sup>43</sup>, la coopération culturelle française avec le Laos, le Cambodge, le Nord et le Sud-Viêt Nam est encore conçue, fin décembre 1972, dans un « programme spécial pour l'Indochine »<sup>44</sup>. Cependant, une plus grande place est progressivement faite au cadre multilatéral et une restructuration du dialogue avec des acteurs régionaux est proposée dans une volonté de réexamen des relations bilatérales. L'ensemble de ces réflexions s'ancrent dans un contexte régional plus favorable aux principes de neutralité, de non-alignement et d'accroissement de l'approche coopérative à l'échelle de la région. Néanmoins, la concrétisation de ce projet dépend des ambitions intérieures et extérieures à la zone, à l'image de la Chine, du Nord-

---

<sup>40</sup> JOURNOUD, Pierre, « Le Quai d'Orsay et le processus de paix, 1963-1973 », in GOSCHA, Christopher et VAÏSSE, Maurice, dir., *La guerre du Vietnam et l'Europe, 1963-1973*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 391.

<sup>41</sup> FROMENT-MEURICE, Henri, *op. cit.*, p. 345-346 ; MEAE, DDF, année 1970, tome 1, TD n°129 du 2 avril 1970 de Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, à divers représentants diplomatiques de la France à l'étranger, document n°167, p. 426-428.

<sup>42</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, CLV – Généralités, 1945-1978, carton 24, Note n°2 de la Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques sur les recommandations de la conférence de Jakarta, le 7 avril 1972 à Paris.

<sup>43</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, CLV – Généralités, 1945-1978, carton 24, Note n°533 le 5 octobre 1972 à Paris.

<sup>44</sup> AMEAE-La Courneuve, Direction générale des Affaires culturelles et techniques 1970-1990, Asie-Océanie, carton 270, Note n°1582 bis du 28 décembre 1972 de Pierre Laurent, directeur général des affaires culturelles, scientifiques et techniques, sur l'aide française en matière culturelle et technique en Indochine.

Viêt Nam, de la rivalité sino-soviétique ou encore du désengagement américain qui redistribue les cartes de la zone, la présence économique japonaise et les ambitions naissantes de l'Europe occidentale. Ainsi, le « jeu des grandes puissances » dans cette région est particulièrement vif au début des années 1970. La France doit apprendre à composer dans ce nouvel environnement politico-stratégique<sup>45</sup> et elle entend réorienter, pour cela, l'articulation de son approche coopérative et culturelle.

## II. UNE INTERFACE DIPLOMATIQUE ET REGIONALE PLUS ATTENTIVE ?

Valéry Giscard d'Estaing est porté au pouvoir par l'élection présidentielle du 19 mai 1974. À la différence de son prédécesseur Georges Pompidou, le nouveau président de la République française a, avec l'Asie, un contact plus rapproché<sup>46</sup>. Il se rend au Japon (1979), en Inde (1980) ou encore en Chine (1980)<sup>47</sup> et il a, pour l'informer, des hommes tels que Jean Sainteny ou encore François Missoffe, chargé de mission temporaire du ministre des Affaires étrangères et ancien ambassadeur de France au Japon (1964-1966). Ce dernier a d'ailleurs conduit une mission dès 1973 à Hà Nội, Saïgon, et Vientiane pour identifier les besoins urgents susceptibles de faire l'objet d'une coopération afin de proposer, selon les résultats relevés, une aide adaptée. En effet, au lendemain des accords de Paris, la coopération s'affirme progressivement comme un levier privilégié : l'aide publique au développement, le soutien à la francophonie ou encore les investissements privés visent, selon la nouvelle approche de la France, à assurer l'avenir de son influence dans la péninsule indochinoise. Cependant, si les concertations témoignent d'un regard global en concevant l'aide coopérative au sein d'un même « programme spécial pour l'Indochine »<sup>48</sup>, la France entend coopérer secondairement avec le Laos et le Cambodge<sup>49</sup> où,

---

<sup>45</sup> TERTRAIS, Hugues, « Fin de guerre au Vietnam et construction de l'Asie », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 29, n°1, 2009, p. 169-177 ; *L'Asie Pacifique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2015 ; JOURNOUD, Pierre, dir., *Un triangle stratégique à l'épreuve. La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2022.

<sup>46</sup> DEVILLERS, Philippe, « Valéry Giscard d'Estaing et l'Asie », in COHEN, Samy, SMOUTS, Marie-Claude, BACH, Daniel, dir., *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p. 377-390.

<sup>47</sup> CHANVIN, Thibault, « La politique de la France en Asie au début de la présidence de François Mitterrand : trouver un équilibre entre Inde, Indochine et Chine », *Relations internationales*, vol. 186, n°2, 2021, p. 97-113.

<sup>48</sup> AMEAE-La Courneuve, Direction générale des Affaires culturelles et techniques 1970-1990, Asie-Océanie, carton 270, Note n°1582 bis du 28 décembre 1972 de Pierre Laurent, directeur général des affaires culturelles, scientifiques et techniques, sur l'aide française en matière culturelle et technique en Indochine.

<sup>49</sup> TURPIN, Frédéric, « Georges Pompidou et la question cambodgienne : continuité et ajustement de l'héritage gaullien (1969-1974) », *Revue d'histoire diplomatique*, n°1, 2002, p. 71-73 ; TERTRAIS, Hugues, « Les intérêts français en Indochine entre 1954 et 1975 », in BROCHEUX, Pierre, dir., *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 37-52 ; CESARI, Laurent, « Le président Georges Pompidou et la guerre du Vietnam (1969-1974) », in GOSCHA, Christopher et VAÏSSE, Maurice, dir., *op.cit.*, p. 189-190.

après le Sud-Viêt Nam, l'influence privilégiée de la France disparaît progressivement à partir de 1970<sup>50</sup>.

Si la concertation européenne, les relations franco-soviétiques ou encore le développement d'un dialogue avec le Sud tourné vers l'Afrique ont une prééminence dans la définition des intérêts français en matière de politique étrangère, les enjeux culturels offrent une fenêtre coopérative : du 15 au 30 avril 1974, une tournée d'information est entreprise en Asie du Sud-Est pour permettre l'évaluation, par le Service de coopération culturelle et technique, de ses actions multilatérales dans la région et de préciser l'orientation de ses actions. À cet égard, l'adhésion en 1974 de la France à la *Southeast Asian Ministers of Education Organization* (SEAMEO) en qualité de membre associé<sup>51</sup>, au même titre que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, est présentée comme un atout pour le déploiement culturel français en Asie du Sud-Est avec, d'une part, l'opportunité d'intégrer la Francophonie dans les mécanismes régionaux et, d'autre part, de permettre à l'influence culturelle française de transcender le facteur linguistique<sup>52</sup>. Organisation intergouvernementale établie en 1965 par différents gouvernements de pays d'Asie du Sud, elle a pour objectif la promotion de la coopération régionale en matière d'éducation, de science et de culture. Si, à l'aube de l'année 1976, l'extension de la coopération avec cette organisation n'est pas une priorité, la France observe d'un bon œil l'abandon de la formation pratique des professeurs de langue anglaise et nourrit l'espérance d'y voir se structurer un canal de diffusion et de promotion de la langue française<sup>53</sup>.

En mai 1975, les hypothèses sur l'avenir proche des relations culturelles avec le Cambodge et Laos sont particulièrement pessimistes<sup>54</sup> avec, respectivement, l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh et la prise du pouvoir par le Pathet Lao<sup>55</sup>. Une mission de haut niveau est conduite en novembre par Geoffroy de Courcel, ambassadeur de France et secrétaire général

---

<sup>50</sup> JOURNOUD, Pierre, thèse citée, p. 747-748.

<sup>51</sup> Cette Organisation des ministres de l'Éducation du Sud-Est asiatique comprend à l'origine 7 pays : Indonésie, Laos, Malaisie, Vietnam (République du Vietnam – sud ; la République socialiste du Vietnam adhère à la SEAMEO en tant qu'État souverain en 1992), Philippines, Singapour et Thaïlande. Ils sont rejoints en 1970 par le Cambodge et en 1974 par trois membres associés que sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la France – en 1975 les trois pays d'Indochine, sans se retirer officiellement, cessent toute participation financière administrative et technique ; seul le Kampuchéa démocratique assure encore une représentation de la péninsule indochinoise.

<sup>52</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1945-1978, carton 24, Rapport de mission de la tournée d'information en Extrême-Orient effectuée du 15 au 30 avril 1974 par Claude Le Breton, conseiller des Affaires étrangères, chef de Bureau de la Coopération multilatérale au Service de coopération culturelle et technique.

<sup>53</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973-juin 1980, carton 1827, dépêche n°11/AS du 16 janvier 1976 de Hubert Yver de la Bruchellerie, ambassadeur de France en Birmanie.

<sup>54</sup> AMEAE-La Courneuve, Direction générale des affaires culturelles et techniques 1970-1990, Asie-Océanie, carton 270, Note n°189 du 21 mai 1975 de la sous-direction Cambodge-Laos-Vietnam sur la présence française en Indochine.

<sup>55</sup> BANOMYONG, Ruth, et PHOLSENA, Vathana, *op. cit.*, p. 5-25 ; PHOLSENA, Vathana., « Nommer pour contrôler au Laos, de l'État colonial au régime communiste », *Critique internationale*, vol. 45, n°4, 2009, p. 59-76.

du Quai d'Orsay, à Hà Nội de façon à ne pas voir se refermer les possibilités d'ouverture encore existantes après 1973 et ce, en dépit du blocage des discussions sur la coopération culturelle pour 1976<sup>56</sup>. Cette mission de caractère exploratoire favorise l'établissement de contacts tout en avançant sur le dossier coopératif : une aide française d'un montant de 440 millions de francs est accordée pour 1976, doublant ainsi l'attribution de 1975 tout en accompagnant la signature d'un protocole bilatéral franco-vietnamien en octobre 1976. Au même moment, une délégation française est conduite à Vientiane par Jacques Leprette, directeur adjoint des Affaires politiques du Quai d'Orsay, dans une tentative de redéfinition – dont les résultats s'avèrent peu probants – de la coopération franco-laotienne dans les domaines économique, technique et culturel<sup>57</sup>. Par ailleurs, la visite en novembre 1976 du ministre vietnamien des Affaires étrangères Nguyễn Cơ Thạch en France contribue à la relance de la coopération, bien que certains défis demeurent comme celui des installations culturelles au Sud du pays après la réunification du Viêt Nam. Cette rencontre consolide les fondations du dialogue coopératif qui aboutit, le 27 avril 1977, à la signature d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique lors d'une visite en France du Premier ministre vietnamien Phạm Văn Đồng<sup>58</sup>, moins de trois mois avant l'établissement d'un « traité spécial d'amitié et de coopération » entre Vientiane et Hà Nội.

En somme, l'organisation quelques mois plus tôt en février 1976 à Kuala Lumpur d'une seconde conférence des chefs de poste français en Asie du Sud-est permet de confirmer cette dynamique en affirmant que la Malaisie, au même titre que la puissance indonésienne, représente l'un des principaux points d'appui pour la France qui, à partir de 1975, n'est plus privilégiée par rapport à ses concurrents asiatiques ou européens<sup>59</sup>. Dans un contexte de rapprochement diplomatique sino-malaisien après l'accord du 31 mai 1974<sup>60</sup>, cette rencontre permet, pour la France, d'actualiser l'évaluation de ses intérêts, de ses positions et de ses possibilités d'action dans un espace où les cartes connaissent une redistribution<sup>61</sup>. S'inscrivant

---

<sup>56</sup> RICHER, Philippe, *Hanoï 1975. Un diplomate et la réunification du Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 69-70.

<sup>57</sup> DE BOUILLANE DE LACOSTE, Jean-Noël, « A-t-on besoin des ambassades ? La crise des relations franco-laotiennes 1975-1982 », *Revue d'histoire diplomatique*, n°2, 2014, p. 129-139.

<sup>58</sup> MONARQUE, Cathy, « La coopération culturelle comme cadre d'établissement des relations franco-vietnamiennes après la réunification du Viêt Nam », in AUGERON, Mickaël, KLEIN, Jean-François et LE GALLOUDEC, Sunny, dir., *De pierres et de papiers. Héritages mémoriels et patrimoniaux franco-vietnamiens*, Les Presses universitaires de Nouvelle-Aquitaine / Les Indes savantes, à paraître.

<sup>59</sup> JOURNOUD, Pierre, « France-Vietnam. Entre héritages de l'histoire et quête d'un nouveau souffle », tribune mise en ligne à l'occasion de la visite d'État du président de la République François Hollande au Vietnam en septembre 2016 (<https://indomemoires.hypotheses.org/23491>).

<sup>60</sup> DELFOLIE, David, FAU, Nathalie et LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa, *Malaisie-Chine : une « précieuse » relation*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2018, p. 25-40.

<sup>61</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973 – juin 1980, carton 1827, Note n°113/AS le 22 août 1975 à Paris par Henry Bolle, ambassadeur de France en Malaisie.

dans la continuité du choix stratégique indonésien et de la visite de 1975 en France du premier ministre Tun Abdul Razak, cette seconde conférence se tient du 29 au 31 janvier 1976 sous la présidence du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Bernard Destremau.



*Figure 1. Kuala Lumpur, 31 janvier 1976, Bernard Destremau prononçant son allocution, à sa droite Tengku Ahmad Rithauddeen, ministre des Affaires étrangères, invité d'honneur du dîner offert le 30 janvier par B. Destremau, et à sa gauche Tan Sri Zaiton Ibrahim, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères<sup>62</sup>.*

L'objet de cette réunion est double : de même que celle qui la précède, cette conférence doit, à partir des commentaires suscités par les correspondances des différents postes à l'étranger, aboutir à des conclusions d'ordre politique sur le positionnement français tout en tenant compte des changements survenus. Si, dans la forme, une certaine continuité caractérise la réunion, la

---

<sup>62</sup> Cette photographie est publiée le 1<sup>er</sup> février 1976 dans le journal malaisien *Mingguan-Malaysia*, édition dominicale du journal *Utusan Malaysia*. Elle illustre un article de presse intitulé « Réception par le secrétaire d'État français des Affaires étrangères » : « Kuala Lumpur, 31 janvier. Le ministre des Affaires étrangères Tengku Ahmad Rithauddeen faisait partie des nombreux invités d'honneur qui ont participé hier soir au dîner offert le 30 janvier par M. Destremau, Secrétaire d'État français des Affaires étrangères. M. Destremau est arrivé en Malaisie le 28 janvier dernier pour participer à la conférence des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est qui s'est terminé hier à Kuala Lumpur. L'évènement organisé par l'Ambassade de France a réuni les ambassadeurs français du Nord-Vietnam, de Birmanie, d'Indonésie, de Singapour, d'Australie, du Laos, de Thaïlande et des Philippines. Étaient également présents à l'évènement, l'ambassadeur de France en Malaisie, M. François de Quirielle, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Tan Sri Zaiton Ibrahim ainsi que de nombreux officiels du ministère des Affaires étrangères et du cabinet du Secrétariat d'État. » (traduction du malais au français par Juliette Sendra, docteur en anthropologie sociale de l'Université d'Aix-Marseille).

direction dans laquelle sont orientés les échanges est révélatrice de l'approche diplomatique désormais souhaitée. En effet, les chefs de poste sont invités à centrer leurs observations sur l'ensemble régional en prenant soin d'y insérer leurs suggestions individuelles. L'approche multilatérale est également un élément significatif : l'héritage laissé par George Pompidou d'accompagner l'intégration de la diplomatie française dans les institutions multilatérales liées à l'Asie<sup>63</sup> semble transparaître. Le souci d'efficacité est l'une des préoccupations essentielles de la conférence. La mise en place de mécanismes et le caractère utilitaire sont réaffirmés à plusieurs reprises<sup>64</sup>, laissant entrevoir l'attachement désormais institutionnalisé aux principes de professionnalisation et d'interactivité qui caractérisent l'évolution de la politique culturelle extérieure<sup>65</sup>.

Enjeu technique mais également diplomatique, des entretiens bilatéraux sont organisés à cette occasion avec le nouveau Premier ministre de Malaisie, Hussein Onn<sup>66</sup> et le ministre des Affaires étrangères Tunjku Rithauddeen. Une rencontre est également suggérée par le Département d'Asie au secrétaire d'État français des Affaires étrangères avec le ministre de l'Intérieur Ghazali Shafie qui jouit d'une influence auprès du Premier ministre, notamment pour les problèmes de politique étrangère et les rapports avec l'Indonésie et la Thaïlande<sup>67</sup>. Véritable « interface diplomatique », la tenue d'une telle conférence permet également de révéler et de susciter l'expression des ambitions de puissances régionales. À ce titre, la participation du chef de poste en Nouvelle-Zélande à la conférence se concrétise à la demande même de l'ambassadeur Albert de Schonon nommé dans ce pays le 13 octobre 1975. Pour justifier de sa participation à la conférence des ambassadeurs du sud-est asiatique, il ne limite pas son argumentation à la proximité géographique : en effet, il mentionne notamment la volonté du gouvernement de Wellington de développer, dans le sud-est asiatique, une assistance technique et une influence culturelle universitaire. Par ailleurs, la coopération politique, avec l'ASEAN et l'Australie, et militaire avec la présence à Singapour d'une unité des forces armées néo-zélandaises, vient enrichir son argumentation. Il s'appuie également sur une interconnexion des espaces dans lesquels « les événements du sud-est asiatique ne sont pas sans influence sur les

---

<sup>63</sup> JOURNOUD, Pierre, « À l'ombre du Général... », in BUSSIERE, Éric, DUBASQUE, François, FRANK, Robert et VAICBOURDT, Nicolas, dir., *op. cit.*, p. 103.

<sup>64</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973 – juin 1980, carton 1827, compte-rendu de la conférence des ambassadeurs en Asie du Sud-Est du 29 au 31 janvier 1976, exposé introductif de Bernard Destremau, secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

<sup>65</sup> FRANK, Robert, dir., *op. cit.*, p. 377.

<sup>66</sup> Tun Abdul Razak, deuxième Premier ministre de Malaisie, décède le 14 janvier 1976. Son Vice-Premier ministre Hussein Onn lui succède jusqu'en 1981.

<sup>67</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973 – juin 1980, carton 1827, TD n°47/49 le 26 janvier 1976 à Kuala Lumpur par François de Quirielle, ambassadeur de France en Malaisie.

états insulaires du sud-pacifique où se développent depuis peu de profonds mouvements nationalistes »<sup>68</sup>. En somme, cette seconde conférence des ambassadeurs permet non seulement d'actualiser l'évaluation faite de la région par la diplomatie française mais également de réfléchir sur de nouveaux schémas de déploiement des relations extérieures, et plus particulièrement dans le domaine coopératif. Les suggestions individuelles, elles-mêmes issues de bilans d'expériences recueillis auprès des services spécialisés, dessinent les contours de ce qui semble être désormais attendu de la France par la communauté et les acteurs régionaux. Si l'attention qui lui est portée repose en partie sur la fenêtre européenne qu'elle représente, l'investissement culturel et technique qu'elle propose offre des opportunités, non seulement en matière de développement mais également pour la continuité d'un dialogue régional et international.

## CONCLUSION

Si la première conférence des ambassadeurs français en Asie du Sud-Est organisée depuis 1954 permet de constater la faiblesse des moyens et de la présence économique de la France, ainsi que l'érosion progressive de sa présence culturelle, des perspectives sont ouvertes avec les contours d'une approche européenne des relations dans cette région où les cartes du jeu diplomatique sont redistribuées, tant sur le plan régional et international. Néanmoins, peu de solutions sont proposées et une prégnante nostalgie de la politique de rayonnement semble maintenir des œillères sur des leviers qui ne suffisent plus face à l'émancipation de la capacité d'influence des pays désormais indépendants. D'une discussion réservée à l'ouverture d'un dialogue, avec la seconde conférence qui se tient en 1976, une reconsidération des acteurs et des enjeux s'opère avec une diplomatie davantage attentive aux besoins et attentes, de manière à renforcer l'attractivité et la pertinence du levier culturel et technique français. Cette période charnière semble poser les jalons d'une dynamique interactive nouvelle qui impulse la redéfinition d'un espace de coopération.

---

<sup>68</sup> AMEAE-La Courneuve, DAO, Généralités 1973 – juin 1980, carton 1827, TD n°20-21 du 27 janvier 1976 à Wellington par Albert de Schonen, ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande.

## REFERENCES INDICATIVES

- [1] ALLÈS, Delphine, « Indonésie : le non-alignement à l'épreuve de la concurrence sino-américaine », *Politique étrangère*, n°4, 2013, p. 175-185.
- [2] BADEL, Laurence, *Diplomaties européennes, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.
- [3] BADEL, Laurence, « Regards français sur la genèse d'un dialogue interrégional, l'ASEM (Asia Europe Meeting) », *Relations internationales*, vol. 168, n°4, 2016, p. 59-76.
- [4] BANOMYONG, Ruth, et PHOLSENA, Vathana, *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle*, Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2004.
- [5] BOISSEAU DU ROCHER, Sophie, et NICOLAS, Françoise, « L'ASEAN : défis relevés, défis à venir », *Politique étrangère*, n°2, 2017, p. 10-14.
- [6] CHAUBET, François, FAUCHER, Charlotte, MARTIN, Laurent et PEYRE, Nicolas, dir., *Histoire(s) de la diplomatie culturelle française*, Toulouse, Éditions de l'Attribut, 2024.
- [7] CHAUBET, François et MARTIN, Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Malakoff, Armand Colin, 2011.
- [8] COOPER, Frederick, *Le colonialisme en question, Théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010.
- [9] COOPER, Frederick, « Histoire, politique et situation coloniale », *Politique africaine*, vol. 161-162, 2021, p. 363-381.
- [10] DEVILLERS, Philippe, « Valéry Giscard d'Estaing et l'Asie », in COHEN, Samy, SMOUTS, Marie-Claude, BACH, Daniel, dir., *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p. 377-390.
- [11] DULPHY, Anne, FRANK, Robert, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne et ORY, Pascal, dir., *Les relations culturelles internationales au XX<sup>e</sup> siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010.
- [12] FRANK, Robert, « La Machine Diplomatique Culturelle Française après 1945 », *Relations Internationales*, vol. 115, 2003, p. 325-348.
- [13] FRANK, Robert, dir., *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
- [14] FRANTZWA, Guillaume, *L'image de la puissance. La diplomatie culturelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin/Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2023.
- [15] FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai, Mémoires 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998.

- [16] FUJISAKU, Kenichi, « La politique asiatique de la France après de Gaulle (1969-1972) : une approche multilatérale en rupture avec la politique de grande puissance », *Relations internationales*, vol. 134, n°2, 2008, p. 83-92.
- [17] GOSCHA, Christopher et VAÏSSE, Maurice, dir., *La guerre du Vietnam et l'Europe, 1963-1973*, Bruxelles, Bruylant, 2003.
- [18] GROSSER, Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie, une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2017.
- [19] JOURNOUD, Pierre, « Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix », thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Robert Frank, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007.
- [20] JOURNOUD, Pierre, dir., *Un triangle stratégique à l'épreuve, La Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est depuis 1947*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2022.
- [21] JOURNOUD, Pierre, « À l'ombre du Général : l'Asie orientale dans les relations entre Pompidou et les États-Unis », in BUSSIERE, Éric, DUBASQUE, François, FRANK, Robert et VAICBOURDT, Nicolas, dir., *Georges Pompidou et les États-Unis, une « relation spéciale », 1969-1974*, Bruxelles, Peter Lang, 2013, p. 91-106.
- [22] JOURNOUD, Pierre et MENÉTREY-MONCHAU, Cécile, dir., *Vietnam, 1968-1976. La sortie de guerre*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2011.
- [23] MAUREL, Chloé, « L'Unesco : une plate-forme pour les circulations transnationales de savoirs et d'idées (1945-1980) », *Histoire@Politique*, vol. 15, n°3, 2011, p. 42-59.
- [24] MONARQUE, Cathy, « La coopération culturelle comme cadre d'établissement des relations franco-vietnamiennes après la réunification du Viêt Nam », in AUGERON, Mickaël, KLEIN, Jean-François et LE GALLOUDEC, Sunny, dir., *De pierres et de papiers. Héritages mémoriels et patrimoniaux franco-vietnamiens*, Les Presses universitaires de Nouvelle-Aquitaine / Les Indes savantes, à paraître.
- [25] ORY, Pascal (préface) et IRIE, Akira (postface), in COLLECTIF, *Entre rayonnement et réciprocité : contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- [26] ORY, Pascal, « "Droits culturels" : préhistoire et genèse d'une notion d'actualité », in BLONDEAU, Catherine, DE LEGGE, Agathe, et KNEUBUHLER, Michel, dir., *Du partage des chefs-d'œuvre à la garantie des droits culturels : ruptures et continuité dans la politique culturelle française. Colloque, Paris, Auditorium du Louvre (19 et 20*

- décembre 2019), Comité d'histoire du ministère de la Culture, Vénissieux (Rhône), éd. La passe du vent, 2020, p. 25-40.
- [27] RICHER, Philippe, *Hanoï 1975. Un diplomate et la réunification du Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- [28] SANTANDER, Sebastian, dir., *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2016.
- [29] STOLER, Ann Laura et COOPER, Frederick, *Repenser le colonialisme*, Paris, Payot, 2013.
- [30] TERTRAIS, Hugues, « Derrière la chute de Saïgon, une nouvelle région. Approches françaises de la scène indochinoise, 1972-1982 », mémoire pour le dossier de candidature à l'habilitation à diriger des recherches en lettres et sciences humaines, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007.
- [31] TERTRAIS, Hugues, *L'Asie Pacifique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2015.
- [32] TERTRAIS, Hugues, « Fin de guerre au Vietnam et construction de l'Asie », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 29, n°1, 2009, p. 169-177.
- [33] TERTRAIS, Hugues, « Les intérêts français en Indochine entre 1954 et 1975 », in BROCHEUX, Pierre, dir., *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, p. 37-52.
- [34] TURPIN, Frédéric, « Georges Pompidou et la question cambodgienne : continuité et ajustement de l'héritage gaullien (1969-1974) », *Revue d'histoire diplomatique*, 2002, n°1, p. 71-73.
- [35] VAÏSSE, Maurice, dir., *Diplomatie Française. Outils et acteurs depuis 1980*, Paris, Odile Jacob, 2018.